

La Crimée libérée, L'Ukraine sur la voie de la Grèce

27 mars 2014

Poutine ira-t-il plus loin ?



Chems Eddine CHITOUR

« Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes » (article 1, alinéa 2 de la Charte des Nations unies)

L'actualité a le tournis. Nous retenons notre souffle concernant la situation de la Crimée, les rodomontades sans épaisseur des pays européens et la détermination de Poutine qui a été constant dans sa stratégie malgré tous les coups bas reçus, notamment la tentative de torpillage des jeux de Sotchi. Le dernier épisode de cette bataille sourde est le vote des « Criméens » pour leur indépendance. Vote qui s'est terminé sur un oui massif ce qui a amené Poutine à reconnaître cela et à accepter le retour vers la mère Patrie de la Crimée.

La Russie a mis son veto à la résolution soumise au Conseil de sécurité de l'ONU décrétant le référendum de dimanche en Crimée « sans aucune validité ». La Russie a opposé son veto à la Charte des Nations unies. « La France, comme l'Union européenne, ne reconnaîtra pas la validité de cette pseudo-consultation » en Crimée, qui n'est « pas conforme au droit interne ukrainien et au droit international », a déclaré samedi François Hollande. Le même droit international qui crée de toutes pièces le Sud Soudan arraché au Soudan, le Kosovo reconnu par les Occidentaux bien qu'arraché par le fer et par le feu à la Serbie.

La Crimée est rattachée à la Russie

Le président russe a livré ce mardi au Kremlin un discours offensif sur la situation en Crimée et plus largement sur la crise ukrainienne. Moscou considère que la péninsule est déjà rattachée à la Russie. Le président russe a prononcé un discours sans ambiguïté sur sa vision de la crise ukrainienne au Kremlin ce mardi. Devant le Parlement et les gouverneurs russes, il a ainsi défendu le référendum de dimanche en Crimée et les actions engagées depuis pour rattacher la péninsule à son pays. « Dans le coeur et la conscience des gens, la Crimée était et reste une partie intégrante de la Russie », a notamment affirmé Vladimir Poutine. « Ne croyez pas ceux qui vous font peur au sujet de la Russie, qui vous disent qu'après la Crimée, vont suivre d'autres régions ». Le président russe a par ailleurs accusé les Occidentaux qui « ont franchi la ligne rouge » selon lui en Ukraine. Déclaration qui intervient au lendemain de sanctions prises par l'Union européenne et les Etats-Unis à l'encontre de responsables russes et ukrainiens (pro-russes). (1)

L'Europe et les Etats-Unis prennent des sanctions contre la Russie

L'arme de dissuasion n'a pas tardé, des sanctions sont infligées mais les pays européens se gardent bien de fermer la porte ? Ils infligent un premier train...un deuxième train pensant naïvement que Poutine ferait marche arrière Mais chaque pays ne veut pas se mettre à dos définitivement la Russie. « L'Union

européenne et les Etats-Unis ont adopté lundi 17 mars des sanctions ciblées contre de hauts responsables russes ou pro-russes pour envoyer selon eux un « message fort » à Moscou au lendemain du référendum de rattachement de la Crimée à la Russie. De leur côté, les ministres européens des Affaires étrangères « viennent de décider des sanctions -restrictions de visas et gels d'avoirs- contre 21 responsables ukrainiens et russes », a déclaré lundi le ministre lituanien Linas Linkevicius, sur son compte Twitter. Linas Linkevicius a indiqué en revanche que l'UE prendrait des « sanctions supplémentaires dans les prochains jours ». Les Européens estiment toutefois qu'il n'est pas trop tard pour qu'une solution politique soit trouvée. « Il faut faire preuve de beaucoup de fermeté et en même temps trouver les voies du dialogue et ne pas aller vers l'escalade », a déclaré le ministre français Laurent Fabius, à l'instar de plusieurs de ses collègues. (2)

Sanctions économiques : qui perd ? Qui gagne ?

Interrogé par Laure-Emmanuelle Husson Emmanuel Quidet, le président de la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe, déclare que « la Russie n'hésitera pas à prendre des mesures de réciprocité contre l'Europe. Et ça pourrait faire mal. Les relations économiques sont très fortes entre la France et la Russie et elles se sont même considérablement approfondies ces dernières années. La France est ainsi devenue le 3ème investisseur étranger en Russie, derrière l'Allemagne et la Suède, alors qu'elle occupait la 9ème place en 2008. Au total, les investissements français en Russie représentent 12 milliards de dollars par an. Nous sommes présents dans beaucoup de secteurs différents. Par exemple, Renault, Peugeot, Danone et Total sont très actifs en Russie. Nous estimons qu'il y a environ 1.200 sociétés françaises implantées en Russie et 6.000 à 7.000 qui y exportent d'après les Douanes. (...je pense que c'est l'Europe qui aurait le plus à perdre de sanctions économiques car de nombreuses entreprises concernées par la Russie se retrouveraient alors en situation de surcapacité de production (...)) Pour le moment, le mot d'ordre est « on continue à faire des affaires, on arrête rien ». A ma connaissance, il n'y a pas de projets qui ont été reculés ou annulés. Les gens continuent de développer leurs affaires. S'ils sont inquiets, ils attendent d'en savoir plus sur la nature des mesures de rétorsion prises par l'Europe contre la Russie. Il n'y a rien d'autre à faire pour le moment » (3)

« Le rattachement à la Russie voté par les électeurs de Crimée était attendu. Poutine ira-t-il maintenant plus loin ? Et si oui, avec quelles conséquences ? » Avec Vladimir Poutine, on assiste à une repolitisation du monde, à l'instauration d'un système interétatique frictionnel », explique Thomas Gomart, directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Il juge la situation liée à la crise ukrainienne « inflammable ». Le plus simple pour Moscou est de couper d'abord, comme en 2006 et 2009, le gaz à l'Ukraine. La prédominance du nucléaire, qui réduit sa sensibilité au gaz, et le fait d'avoir conclu d'importants accords gaziers en matière de GNL avec le Qatar. » D'autres pays européens, comme la Pologne, dépendent des Russes, ce qui permettra à Moscou de tester la solidarité entre les uns et les autres.(3)

Que se passerait-il maintenant si la Russie, premier producteur de pétrole avec 10 millions de barils par jour, décidait de tout arrêter ? Réponse de Patrick Artus, directeur de la recherche et des études à Natixis et administrateur de Total, qui a travaillé sur cette hypothèse : « Le prix du baril monterait à... 300 dollars, il y aurait en France 8 points de PIB en moins et 1,4 million de chômeurs en plus. » La Russie, membre de l'OMC depuis 2012, a une capacité de nuire qui dépasse le seul terrain de l'énergie. Et là, la France - fortement investie en Russie - devient vulnérable.

Les Ukrainiens pensent naïvement que la liberté promise se double de nourriture et d'un niveau de vie. Cruelle erreur ! Berthold Brecht disait « qu'un bulletin de vote ne se mangeait pas ». L'Ukraine sera un gigantesque bazar pour 45 millions de consommateurs qui auront à se satisfaire de tous les surplus d'une Europe dont la consommation est en berne. Paul Craig Robert ancien sous-secrétaire d'Etat américain au Trésor écrit : « Selon un rapport publié dans Kommersant-Ukraine, le ministère des Finances des comparses de Washington à Kiev qui prétendent être le nouveau gouvernement a préparé un plan d'austérité économique qui permettra de réduire drastiquement les pensions ukrainiennes de 160 \$ à 80 \$ de sorte que les banquiers occidentaux qui ont prêté de l'argent à l'Ukraine pourront être remboursés au détriment des pauvres Ukrainiens. L'Europe sera confrontée une fois de plus à une situation similaire à

celle de la Grèce. Les pilleurs occidentaux sont déjà au travail, avant même que quelque chose d'approchant la stabilité et la légitimité ait été obtenu par le gouvernement fantoche mis au pouvoir par le coup d'Etat orchestré par Washington contre le gouvernement légitime élu démocratiquement. Les manifestants naïfs qui ont cru à la propagande selon laquelle l'adhésion à l'UE pourrait offrir une vie meilleure risquent de perdre près de la moitié de leur pension en avril. Mais ce n'est que le début. Les médias occidentaux corrompus ont présenté ces prêts comme une « aide ». Cependant, les 11 milliards d'euros que l'UE offre à Kiev n'est pas une aide. Il s'agit d'un prêt. En outre, elle est apportée avec de nombreuses contraintes et servitudes, y compris l'acceptation par Kiev d'un plan d'austérité du FMI. » (4)

La Russie accusée d'expansionnisme

On oublie trop souvent que les Etats-Unis disposent de plusieurs centaines de bases hors Etats-Unis il n'empêche qu'on accuse la Russie d'expansionnisme. C'est le cas de Julien Theron qui fait l'inventaire à charge de tout ce que l'Occident n'accepte pas en termes de souveraineté des autres écrit : « Après avoir déployé ses forces armées en Crimée, le Kremlin est en train d'imposer au monde un nouvel expansionnisme territorial, plus de vingt ans après la chute de l'Union soviétique, des Etats baltes aux îles Kouriles en passant par l'Afghanistan. Ce dimanche, se tient en Crimée un référendum sur le rattachement à la Russie considéré comme illégal par la majeure partie de la communauté internationale mais dont l'issue fait peu de doute : ce rattachement devrait se produire, sauf recul in extremis de Moscou. L'enjeu est de taille, car l'annexion de la Crimée induirait pour le XXIe siècle une géopolitique déstabilisatrice, où les États pourraient s'approprier à nouveau les territoires d'autres États souverains. (...) Pour Moscou, il s'agit alors autant de restaurer l'honneur de l'armée que d'éviter le détricotage des petites républiques caucasiennes de la Fédération. (...) » (5)

Le comble de l'ironie et de l'hypocrisie de ce journaliste est d'affirmer : « L'opposition au projet pourtant défensif de bouclier antimissile otanien en Europe centrale participe également à la restauration de ces éléments fondamentaux de la nouvelle géostratégie russe : maîtrise des territoires et influence stratégique. Les outils diplomatiques, économiques et militaires étant restaurés, la Russie passe à une autre étape. En 2007, le pôle Nord est le théâtre d'une surprenante tentative d'annexion. L'idée d'imposer sa souveraineté sur les sous-sols océaniques de cette région riche en hydrocarbures conduit la Russie à y déposer tout bonnement un drapeau. Geste cocasse s'il n'avait été dangereusement annonciateur. » (5)

Les notions de droit international quant au droit d'ingérence/la souveraineté et quant au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes/l'exigence d'unité territoriale, c'est comme ça arrange l'Occident. Découper le Kosovo contre la Serbie pote de la Russie ? Légal. Démolir l'Irak pour le motif des ADM est toujours légal. Intervenir en Libye, en Syrie, au Mali, aucun risque d'une quelconque condamnation ou sanction internationale. Par la force des choses, l'UE qui aurait pu jouer le modérateur dans des enjeux qui la dépassent n'a plus aucune crédibilité politique en servant les intérêts des USA dans cette crise.. Elle vient de faire comprendre au monde qu'elle n'existait pas puisque enchaînée à l'Amérique...

En 1989, l'Occident a commis une faute géopolitique, bafouer la dignité du peuple russe au-delà du régime communiste. La naïveté de Gorbatchev et la stupidité, arrogance et avidité des occidentaux, ont fait admettre que c'était la fin de l'histoire comme l'avait écrit à l'époque l'idéologue du pentagone Francis Fukuyama. L'hyperpuissance américaine prenait possession du monde et des peuples et tentait d'imposer l'américan way of war Les Russes ont promis : plus jamais ça ! Et ils ont tenu leur parole. Aujourd'hui, la Russie est une grande puissance. Pour l'Occident ; il doit tourner la page sur une époque bel et bien révolue. Le barycentre du Monde est asiatique. La Crimée a été russe de sa conquête par l'impératrice Catherine II, au XIXe siècle, à 1954, date de son rattachement à l'Ukraine au sein de l'URSS, sur une décision essentiellement symbolique de Nikita Khrouchtchev.

Nous laissons Jean Geronimo résumer brièvement les enjeux de l'affaire ukrainienne : « A l'heure d'un risque d'embrasement de l'Est ukrainien, sonnante comme un cri de révolte et d'incompréhension face à une évolution politique en partie impulsée de l'étranger, la maladresse de l'ingérence occidentale risque de coûter très cher au peuple de Kiev. Après les fausses « révolutions colorées » d'inspiration libérale, frappant dans les années 2000 la périphérie post-soviétique et plaçant des dirigeants pro-américains à la

tête des Etats géorgien, ukrainien et kirghize, la « révolte de Kiev » apparaît au final comme un sous-produit d'un modèle déjà expérimenté et prolongé, récemment, au Moyen-Orient, principalement en Libye et en Syrie. A la base de ce modèle « révolutionnaire », se trouve une stratégie de désinformation permettant la justification du processus politique conduisant au renversement d'un régime hostile (ici, celui de lanoukovitch) et, surtout, à l'arrivée de dirigeants politiquement corrects (ici, pro-européens). (...) A terme, au-delà d'un redécoupage géopolitique de l'Ukraine selon l'ancien clivage Est/Ouest, catalysé par la volonté d'indépendance de la Crimée - dans le prolongement d'une jurisprudence initiée par l'indépendance du Kosovo en 2008 -, c'est bien l'extension de l'axe Otan-USA via l'UE, contre les intérêts russes, qui se joue. Au coeur de l'échiquier eurasiatique, cette extension de l'axe euro-atlantique sanctionnerait, de manière définitive, sa victoire de la Guerre froide ».(6)

« Pour Brzezinski, conclut Jean Geronimo dont l'analyse est considérée comme le vecteur de la politique extérieure américaine, le contrôle de l'Ukraine est donc une nécessité stratégique. Dans la mesure où l'Ukraine se trouve à un carrefour stratégique sur la base de la trajectoire des tubes énergétiques et des grands axes politiques du continent eurasiatique, elle devient pour moi, une sorte de « super pivot » : un noeud géostratégique. (...) Aujourd'hui, il s'agit bien d'un conflit entre deux visions du monde antagonistes, renforcé par le désir de Moscou d'apparaître comme une alternative au néo-libéralisme et de s'opposer à l'unilatéralisme américain, systématisé depuis la disparition du contrepois géopolitique soviétique - c'est en ce sens, que la disparition de l'ex-URSS a été « la plus grande catastrophe géopolitique du 20^e siècle ». (6)

A n'en point douter, le pillage de l'Ukraine n'apportera pas le bonheur aux besogneux qui vont suer sang et eau pour des lendemains qu'on leur avait promis rayonnants. C'est un peu le destin de la Grèce qui se profile. La dette énorme de l'Ukraine sera de plus en plus lourde et les fourches caudines des créanciers achèveront de dévitaliser l'Ukraine. D'une certaine façon et sans que cela ne soit le nirvana, le sort de la Crimée qui retrouve son âme sera de loin moins tragique que celui de l'Ukraine. Ainsi va le monde.

Chems Eddine CHITOUR

1. <http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/vladimir-poutine-la-crim...>
2. <http://www.challenges.fr/economie/20140317.CHA1632/l-europe-et-les-eta...>
3. <http://www.challenges.fr/economie/20140317.CHA1628/sanctions-economiqu...>
4. <http://www.mondialisation.ca/le-pillage-de-lukraine-par-les-usa-et-lue...>
5. J.Théron <http://rue89.nouvelobs.com/2014/03/16/referendum-crimee-back-in-the-ussr-250722>
6. Jean Geronimo <http://www.humanite.fr/monde/la-revolution-d-ukraine-et-apres-les-enje...>